

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Lille, le [Cf. Date de signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV NORD EST

rue de l'égalité
lieudit de la Planchette
59287 LEWARDE

Références : V2/2022-312
Code AIOT : 0007000461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux vient en application des articles 10 et 6 de la loi Antigaspiage (loi n°2020-105 du 10 février 2020). Il vise à renforcer les conditions d'éliminations au moyen de :

- L'interdiction progressive de la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables ;
- La justification, par les producteurs ou détenteurs de déchets, du respect de leurs obligations de tri pour pouvoir envoyer leurs déchets en installation d'élimination par stockage ou incinération. Ces dispositions sont retranscrites aux articles R541-48-3 et R541-48-4 du code de l'environnement.

Le renforcement des conditions d'accès aux installations d'élimination de déchets vise à éviter la mise en décharge ou l'incinération de déchets valorisables. Il participe à l'atteinte des objectifs de valorisation des déchets et de réduction de la mise en décharge.

Le décret 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments vient en application de l'article 117 de la loi Antigaspiage (loi n°2020-105 du 10 février 2020). Il vise à renforcer les conditions de traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments notamment au moyen de registres internes plus détaillés (arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de

l'environnement), et d'outils numériques dont le Registre National Déchets Terres Excavées et Sédiments (RNDTS). Le renforcement de la traçabilité et sa dématérialisation visent à améliorer la traçabilité des déchets.

La visite s'inscrit dans le cadre de deux actions nationales qui visent à contrôler la mise en oeuvre de ces nouvelles dispositions sur le terrain.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE
- Code AIOT : 0007000461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017 et du 23/07/2021.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8 (casiers 8a et 8b), pour une durée de 25 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Conditions d'élimination en ISDND
- Action nationale Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
4	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouvelles dispositions réglementaires introduites par la loi AGEC du 10 février 2020 en matière de mesures de réduction de l'élimination et en matière de traçabilité n'ont pas entièrement été mises en place sur l'ISDND implantée à Lewarde. Il a été rappelé à l'exploitant les périodes de tolérance accordées par le ministère de la transition écologique, d'une part pour la mise en oeuvre des dispositions de contrôles préalables à l'admission en ISDND prévues par les articles R541-48-3 et R541-48-4, et d'autre part pour la déclaration au RNDTS en application des articles R541-43 et R541-43-1, qui prennent fin le 31/12/2022. Compte tenu de ce contexte aucune sanction n'est ainsi proposée pour le moment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Mise en œuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND. Alinéa 2 du IV de l'article R541-48-3 : « IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : (...)» 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire. »</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que le contrôle visuel est réalisé au déchargement de deux façons : - par le conducteur de la chargeuse posté face à la fosse lors du déchargement des camions - par vidéo surveillance opérationnelle depuis le 1er juillet 2022 dans le cadre des dispositions de l'article R541-48-1</p> <p>Cette organisation a pu être constatée lors de la visite sur les quais de déchargement. Une difficulté relevée par l'inspection réside dans le fait que trois quais de déchargement sont exploités. Le contrôle visuel par le conducteur de la chargeuse est moins efficace si 2 voir 3 camions déchargent simultanément. L'exploitant pondère cette remarque en indiquant que le 3ème quai a vocation à être exploité en cas d'indisponibilité d'un des deux autres quais.</p> <p>L'exploitant précise que le contrôle visuel à l'arrivée sur le site (à la pesée au pont bascule) n'est pas pertinent dans la mesure où les camions arrivent fermés ou bâchés. Les transporteurs ont la consigne de rester fermés ou bâchés jusqu'au quai de déchargement pour éviter les envols de déchets.</p> <p>Sur demande l'exploitant a transmis à l'inspectrice la procédure de réception, contrôle et traçabilité des déchets en ISDND dans sa dernière version du 15 septembre 2022. Cette procédure tient compte dispositions des article R541-48_1, R541-48-3 et R541-48-4. Cela étant en ce qui concerne le contrôle visuel en application des dispositions de l'article R541-48-3, la procédure précise notamment dans sa partie dédiée à la Gestion des anomalies et NC au vidage : <i>"La gestion des anomalies et non-conformités liées à la présence de déchets valorisables (volet caractérisation annuelle) sera abordée ici de façon plus précise dès qu'une méthode aura été définie et mise en œuvre par le Ministère après la période d'expérimentation (2nd semestre 2022) à laquelle SUEZ participe activement".</i></p> <p>Sur demande, l'exploitant a présenté le registre des refus. L'inspection a regardé les 10 derniers bordereaux de refus remontant jusqu'au 27/07/2022. Ces refus ne portaient pas sur les seuils de l'article R541-48-3 mais sur le constat de déchets non autorisés en ISDND (pneu et/ou D3E).</p> <p>Une période de tolérance a été accordée par le ministère de la transition écologique jusqu'au 31/12/2022 afin que les acteurs concernés expérimentent les modèles proposés sur le site du ministère en vue de se mettre en conformité avec les dispositions réglementaires des articles R541-48-3 et R541-48-4. Pour rappel ces modèles sont accessibles via l'adresse suivante : https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux</p>

Observations :

Observation PC101 : Il convient de ne pas attendre une méthode de contrôle du respect des seuils de l'article R541-48-3 qui soit définie et prescrite par arrêté ministériel. La période de tolérance consiste à mettre en œuvre les modèles mis en ligne sur le site du ministère ou d'autres modèles afin de remonter les éventuelles difficultés opérationnelles que leur mise en œuvre doit permettre de mettre en évidence.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND. Vérification du contenu des rapports de caractérisation. Alinéa 1 du IV de l'article R541-48-3 : « IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : (...) 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; »</p>
<p>Constats : A la date de l'inspection, aucun rapport de caractérisation n'a été réceptionné par SUEZ. SUEZ n'a pas d'exigence à la date du 18/10 au motif qu'il souhaite pouvoir accompagner les producteurs / détenteurs sur ce sujet et qu'il n'a pas encore défini les modalités d'accompagnement. Réflexion en cours sur deux scenarios : - Cas des déchets qui font l'objet de transit ou d'un regroupement en centre de tri SUEZ (tri non concerné puisque les refus de tri sont exclus) : projet de proposition d'une prestation de caractérisation annuelle sur le centre de tri SUEZ qui fait l'intermédiaire. - Cas des déchets expédiés directement en enfouissement depuis leur site de production : projet de proposition d'une liste d'organismes en mesure de proposer cette prestation de caractérisation (non établie à ce jour)</p> <p>Modalité de transmission envisagées en deux temps : - En attendant l'adaptation de l'outil informatique de gestion des procédures d'acceptation préalables, outil SYNERGIE (période transitoire qualifiée de "mode dégradé" par l'exploitant), transmission indépendante de la procédure d'acceptation préalable et archivage d'un dossier informatisé par producteur. - une fois l'adaptation effective de l'outil informatique de gestion des procédures d'acceptation préalables (outil SYNERGIE) à cette disposition réglementaire : transmission par voie électronique via SYNERGIE.</p> <p>Sur demande, l'exploitant a transmis à l'inspectrice la procédure d'acceptation des déchets en ISDND dans sa version du 15 septembre 2022. Cette procédure précise " <i>la méthodologie de caractérisation n'a pas été actée par les autorités compétentes. Cette partie n'est donc pour le moment pas réalisable (...) Une mise à jour de ce document sera réalisée une fois cette méthodologie actée et diffusée (...)</i>".</p> <p>Dans la mesure où une période de tolérance a été accordée par le ministère de la transition écologique jusqu'au 31/12/2022 afin que les acteurs concernés expérimentent les modèles proposés sur le site du ministère en vue de se mettre en conformité avec les dispositions réglementaires des articles R541-48-3 et R541-48-4, il n'est pas proposé de sanction face au manquement constaté. Pour rappel ces modèles sont accessibles via l'adresse suivante : https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux</p>

Observations :

Observation PC2O1 : Il convient de ne pas attendre un document acté par les autorités compétentes d'autant qu'il relève de la responsabilité des producteurs ou détenteurs de déchets. Compte tenu de la diversité des situations pouvant être rencontrées sur le terrain, il apparaît difficile et bloquant d'envisager de préciser davantage ces nouvelles obligations. En outre, ce type de document pour être bénéfique doit pouvoir évoluer au fur et à mesure des retours d'expérience.

Observation PC2O2 : Les rapports annuels de caractérisation permettant de justifier que les déchets considérés ne sont pas interdits d'acceptation en installation de stockage de déchets conformément à l'article R. 541-48-3 du code de l'environnement devront être transmis à l'exploitant au plus tard le 31/12/2022.

Observation PC2O3 : L'inspection attire l'attention sur le fait que des déchets relevant du tri 5/7 flux souillés ne doivent pas être considérés comme des déchets ultimes au motif qu'ils ne sont pas recyclables du fait de leur caractère "souillé". L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les articles D543-281 et D543-282 qui visent exclusivement un traitement par valorisation des déchets relevant du tri 7 flux (papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre). Leur traitement par élimination est exclu à ce titre.

La valorisation visée pour ces flux peut être la préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (D543-281 du code de l'environnement). Les flux non recyclables du fait de leur qualité "souillée" doivent donc être orientés vers d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement. Ces 7 flux "souillés" sont concernés par les valeurs limites du I de l'article R541-48-3.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Justificatifs
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérification de la réception par les exploitants d'ISDND et d'incinérateur (éliminant des DND) des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets.</p> <p>R541-48-4 I :</p> <p>« I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1° La liste de leurs obligations de tri ; • 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier. »</p> <p>R541-48-4 II :</p> <p>« II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité . »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place une démarche de régularisation graduelle. cf affiche sur la consigne SUEZ relative à la posture à tenir en "mode dégradé" prévoyant une gestion graduelle de la mise œuvre de l'article R541-48-4 (échéances d'obtention des attestations du producteur justifiant le respect de ses obligations de tri, fixées en interne).</p> <p>Un modèle d'attestation du respect de obligation de tri (R541-48-3) a été élaboré par SUEZ avant la publication des modèles disponibles sur le site du MTE. Il s'agit d'un format intégré à leur outil de gestion informatisé des acceptations préalables (SYNERGIE). L'inconvénient est que c'est un formulaire à renseigner par le producteur (case à cocher) qui ne laisse pas beaucoup de possibilité</p>

au producteur, alors qu'il s'agit d'une attestation relevant de sa responsabilité. Cette attestation ne comporte pas de champ libre permettant d'intégrer la description des éléments de nature à démontrer le respect des obligations de tri cochées et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées conformément à l'article R541-48-4.

Au 18 octobre, l'exploitant estime à 75% le taux de justificatifs réceptionnés selon le format élaboré en interne.

Une période de tolérance a été accordée par le ministère de la transition écologique jusqu'au 31/12/2022 afin que les exploitants expérimentent les modèles proposés sur le site du ministère en vue de se mettre en conformité avec les dispositions réglementaires des articles R541-48-3 et R541-48-4.

Pour rappel ces modèles sont accessibles via l'adresse suivante :

<https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux>

Le taux d'obtention des attestations justifiant du respect des obligations de tri indiqué au 18/10 semble compatible avec cette échéance. Cela étant le contenu des attestations n'est pas pleinement conforme aux dispositions de l'article R541-48-4.

Compte tenu de la période de tolérance, il n'est pas proposé de sanction au manquement constaté sur la mise en œuvre des dispositions des articles R541-48-3 et R541-48-4.

Observations :

Observation PC301 : Les attestations justifiant du respect des obligations de tri conformes à l'article R541-48-4 devront être transmises à l'exploitant au plus tard 31/12/2022.

Observation PC302 : Il convient de faire évoluer le modèle d'attestation proposé par SUEZ à ses clients au 18 octobre afin d'y ajouter, selon le cas :

- Pour les déchets non pris en charge par le service public de gestion des déchets : la description des éléments de nature à démontrer le respect des obligations de tri cochées et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées conformément à l'alinéa 2 du I de l'article R541-48-4.

- Pour les déchets pris en charge par le service public de gestion des déchets : la description des consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés conformément au II de l'article R541-48-4.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : R541-43-1 I : "Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments."</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un outil informatique interne à SUEZ, CLEAR, pour saisir les informations de traçabilité des déchets admis en vue d'être éliminés.</p> <p>L'exploitant précise que l'outil CLEAR fonctionne en mode dégradé vis-à-vis du contenu prescrit par arrêté ministériel du 31/05/2022 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, la démarche de synchronisation avec le Registre National Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS) n'étant pas encore opérationnelle.</p> <p>L'exploitant confirme recevoir également de l'extérieur des terres excavées en vue de les utiliser pour le recouvrement périodique du casier en cours d'exploitation ou pour le stock incendie. La traçabilité de ces admissions est assurée sur un fichier informatique, en dehors de l'outil informatique CLEAR.</p> <p>Le fichier traçant les admissions de terres excavées en vue d'une utilisation pour le recouvrement périodique du casier en cours d'exploitation ou pour le stock incendie est mis à jour par l'opérateur au pont bascule (OPB). Le fichier présenté à l'inspection le 18 octobre au pont bascule est constitué de trois colonnes (date, tonnage admis, et dénomination « Terre Fine »). L'exploitant a présenté des éléments complémentaires relevés lors de chaque admission de terres excavées au format papier sous la forme d'un ticket où sont mentionnés le nom du client, le lieu du chantier où a eu lieu l'excavation, le transporteur (nom du chauffeur et plaque d'immatriculation du véhicule), le poids net admis, la dénomination « Fines Terreuses », la date et l'heure. Le fichier complété des bordereaux ne comporte pas l'ensemble des champs requis en application de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>Une période de tolérance est accordée jusqu'au 31/12/2022 afin que l'ensemble des acteurs concernés par les obligations de traçabilité électronique issues du décret du 25 mars 2021 puissent appréhender progressivement les nouveaux outils mis à disposition, dont le registre national déchets, terres excavées et sédiments. Cette période de tolérance fait l'objet d'une information sur le site du Ministère de la Transition Écologique : https://www.ecologie.gouv.fr/tracabilite-des-dechets-terres-excavees-et-sediments</p> <p>Compte tenu de la période de tolérance, il n'est pas proposé de sanction.</p>
<p>Observations : Observation PC401 : L'inspection rappelle que la période de tolérance relative à la déclaration sur le RNDTS ne dispense pas de la tenue à jour d'un registre de traçabilité interne dont le contenu doit être conforme à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de</p>

l'environnement, aussi bien pour les déchets non dangereux admis en enfouissement que pour tout autre déchets et terres excavées admis pour d'autres traitements.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet